



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Départementale
de la Protection des Populations**
Service Protection de l'Environnement

Arrêté n°DCPPAT 2026 – 0083 du 15 AVR. 2026

LDC STATION

Arrêté préfectoral complémentaire

Mise en conformité des rejets du site : optimisation de la filière eau

Rejets des substances dangereuses dans l'eau

pour l'installation située ZI Le pont à Sablé-sur-Sarthe

Le préfet de la Sarthe
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 2025 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de la rubrique n° 3641 ou n° 3710 pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique n° 3641 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-4337 en date du 18 septembre 2009 pour les stations d'épuration collectives d'eaux résiduaires industrielles située Z.I Le Pont sur le territoire de la commune de SABLE SUR SARTHE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-0049 du 7 janvier 2010 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2024-0282 du 21 novembre 2024 relatif au réexamen IED ;

Vu le dossier de porter à connaissance reçu le 31 janvier 2025 relatif à la mise en conformité des rejets du site par l'optimisation de la filière eau de la station d'épuration LDC Sablé et les compléments apportés le 4 août 2025 ;

Vu le rapport du 5 février 2026 de la direction départementale de la protection des populations, chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant les avis de la Direction Départementale des Territoires des 17 septembre 2024, 22 mai 2025 et 18 septembre 2025 ;

Considérant que les nouvelles installations du pré-traitement permettront d'améliorer la qualité des rejets dans le milieu naturel ;

Considérant l'étude d'acceptabilité du milieu du 11 octobre 2021 complétée le 13 avril 2023 ;

Considérant les inspections des installations classées pour la protection de l'environnement effectuées les 25 octobre 2022 et 22 mai 2024 sur les sites raccordés à la station, LDC DPE et LDC Saint Laurent, sur la thématique du rejet des substances dangereuses dans l'eau ;

Considérant que la société LDC station a transmis par courrier en date du 13 janvier 2025 son positionnement concernant ces substances dangereuses ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 9 mars 2026 reçu le 12 mars 2026, et que celui-ci a émis des observations par courrier daté du 25 mars 2026 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 – Situation administrative

La société LDC station, n° SIRET 444 502 025 000 18, dont le siège social est situé ZI Saint Laurent – 72302 Sablé-sur-Sarthe, autorisée à exploiter une station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles sur le territoire de la commune de Sablé-sur-Sarthe à l'adresse suivante ZI Le pont, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions suivantes.

Article 2 – Installation (annexes 1 et 2)

La file eau de la station de traitement des eaux industrielles est constituée de :

- deux bassins tampon, l'un de 3750 m³ et le second de 3500 m³ ;
- une cuve de coagulation ;
- deux flottateurs ;
- une table d'égouttage ;
- un relevage ;
- deux bassins d'aération et d'anoxie ;
- deux dégazeurs ;
- deux clarificateurs ;
- un canal de comptage.

Deux presses à vis sont mises en place afin d'assurer la poursuite de la filière boue. Elles sont utilisées pour l'épaississement des boues.

Article 3 – Emprise cadastrale

LDC station est située sur les parcelles cadastrées suivantes :

Section	Numéro	Superficie
E	760	9842 m ²
E	761	134 m ²
E	729	4026 m ²
E	757	244 m ²
E	780	16 358 m ²
E	781	14 851 m ²
Total		45 455 m²

Article 4 – Capacité nominale de la station

Les effluents traités par la station sont les rejets aqueux provenant de LDC Saint Laurent et LDC DPE.
Les capacités nominales de la station pour traiter ces rejets sont les suivantes :

Paramètres	Capacité nominale moyenne (kg/j)	Capacité nominale en pointe (P90) (kg/j)
Volume	2 931	3 364
MES	5 069	6 843
NTK	564	721
NGL	564	721
Pt	61	80
DBO5	6 739	8 538
DCO	14 830	18 793

Article 5 – Tableau des rubriques ICPE

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2024-0282 du 21 novembre 2024 sont modifiées par les dispositions suivantes :

Après arrêt de la méthanisation, le tableau des rubriques ICPE est le suivant :

Rubrique	Libellé	Capacité	Régime
3710	Traitement des eaux résiduaires dans les installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1 ^{er} du livre V	Sans seuil	A
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	Sans seuil	A

Article 6 - IED

L'exploitant s'engage à respecter les meilleures techniques disponibles développées dans son dossier de réexamen et conformément à la réglementation qui s'applique aux établissements IED.

Article 7 - Rejets aqueux

Les dispositions des articles 1bis et 1ter de l'arrêté préfectoral complémentaire n° DCPAT 2024-0282 du 21 novembre 2024 sont remplacées par les dispositions suivantes.

Pour les macro-polluants :

« Les valeurs limites et fréquences d'autosurveillance qui s'appliquent au site dès la mise en service de la nouvelle station sont les suivantes :

Paramètres	Code SANDRE	Valeurs		Fréquence d'analyse (fois par)
Volume		2 500 m³/j		1/jour
pH		Entre 5,5, et 8,5		
Température		< 30°C		
		Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)	
DCO	1314	100	250	1/jour
MES	1305	35	87,5	
NGL	1551	15	37,5	1/jour (*) 2/semaine
Pt	1350	1	2,5	
DBO ₅	1313	25	62,5	1/semaine (*) 2/mois

(*) allègement des fréquences après une période d'autosurveillance de trois mois et si les résultats se stabilisent »

Pour les substances dangereuses dans l'eau :

« Les valeurs limites et fréquences d'autosurveillance ci-dessous sont applicables immédiatement :

Polluants spécifiques des secteurs d'activité				
Chlorure	1337	4000 mg/l en concentration moyenne mensuelle	1 000	1/mois
SEH	7464	300	750	1/semestre
Paramètres globaux				
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1106 1760	1	2,5	1/trimestre
Manganèse et ses composés	1394	1	2,5	
Fer, aluminium et composés	7714	5	12,5	
Ion fluorure (en F-)	7073	15	37,5	

Les résultats sont transmis via GIDAF. »

Article 8 - Odeurs

Les prescriptions de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-4337 en date du 18 septembre 2009 sont modifiées par les dispositions suivantes :

« Une extraction renforcée de l'air est mise en place pour limiter les odeurs : elle permet le renouvellement de l'air à hauteur de 20 volumes par heure.

Des mesures pour réaliser un état olfactif sont effectuées au maximum 1 an après la mise en service des nouvelles installations. »

Article 9 - Bruit

Les prescriptions des articles 9.1.1 et 9.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-4337 en date du 18 septembre 2009 sont modifiées par les dispositions suivantes :

« Des mesures sont prises afin de limiter au maximum les nuisances sonores :

- l'installation des équipements les plus bruyants en intérieur ;
- une couverture béton des hydroéjecteurs (capotage insonorisant des motoréducteurs) ;
- un choix d'équipements performants ;
- un fonctionnement automatisé et optimisé des équipements.

Une mesure de niveaux sonores est prévue, au maximum 1 an après la mise en service des nouvelles installations. »

Article 10 - Prévention de la pollution accidentelle

Les eaux pluviales du site rejoignent un fossé qui longe et traverse la parcelle cadastrale (annexe 3).

En cas de déversement accidentel, ce fossé est isolé à l'aide d'une vanne correctement identifiée.

Un séparateur est installé en aval de la vanne d'obturation du fossé.

Une procédure interne précise son mode de déclenchement.

Article 11 - Sécurité incendie

11.1 Consignes d'intervention

Un plan du site et les consignes de sécurité sont mis à jour et affichés.

Les consignes de sécurité précisent les moyens d'alerte des sapeurs-pompiers, le nom des responsables et la mission du personnel en cas de sinistre.

Des procédures et consignes sont mises à jour : procédure de coupure des différentes vannes d'isolement, le traitement des déversements accidentels,...

Une vérification de l'état des vannes est effectuée tous les 3 mois par un agent d'exploitation.

11.2 Moyens d'intervention internes

Pour l'alerte, une procédure d'intervention complète est présente sur le site.

Des extincteurs appropriés au risque sont répartis sur le site et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles.

Des agents sont formés et habilités (CACES, dépotage, risque chimique,...).

Une visite du service d'incendie et de secours de la Sarthe valide les mesures de prévention des risques liées aux nouvelles installations avant la mise en service de ces installations.

Article 12 - Mesures Eviter - Réduire - Compenser (ERC)

L'exploitant applique la méthodologie « ERC » :

- Mesures d'évitement des secteurs à enjeux

- le projet n'empiète pas sur les zones Np (urbanisme) ;
- le projet évite la haie classée et la haie à préserver (urbanisme) : 60 ml de haies multistrates ;
- les 2 033 m² de zones humides sont identifiées et évitées ;
- au sud de la ZIP, les arbres à Grand Capricorne et Pique Prune ainsi que les arbres, gîtes potentiels à Chiroptères sont préservés.

- Mesures de réduction en phase de chantier et d'exploitation :

- MR1 : adaptation du calendrier d'intervention (défrichement septembre/octobre 2025) ;
- MR2 : mise en défens des secteurs sensibles et identification sur le terrain des arbres à enjeux ;
- maintien d'une bande tampon de 5 m au Nord ;
- MR3 : maintien de la qualité naturelle des milieux ;
- MR4 : limitation du développement d'espèces exotiques envahissantes ;
- MR5 : limitation de la pollution lumineuse ;

◦ MR6 : entretien des arbres remarquables et des linéaires boisés.
L'exploitant défriche uniquement le linéaire de haie nécessaire au projet.
Des modalités de suivi de ces différentes mesures sont mises en place.

- Mesures d'accompagnement (plans en annexe 4)

◦ MA1 : implantation et restauration de haies champêtres :
De nouvelles haies sont replantées sur un linéaire supérieur au linéaire défriché (160 m linéaires de haies champêtres en ligne triple) : ces plantations sont réalisées au milieu de la nouvelle parcelle pour ne pas impacter la zone classée Np (naturelle à protéger au niveau de l'urbanisme) et la distinguer de la zone UA. Cela permet de créer un couloir écologique communiquant avec le bois situé au Nord.
Les végétaux, choisis parmi des essences locales, sont plantés en ligne tous les mètres.
Un passage de 15 mètres au nord et au sud de la haie permet le passage des grands animaux et des engins agricoles.
Une bande enherbée de 5 mètres est maintenue entre la haie plantée et la zone de prairie de fauche.
Le protocole détaillé durant la phase travaux et le plan de gestion des 160 m linéaires de haies champêtres en triple ligne sont **transmis** à l'Inspection des Installations classées **pour validation**.
Pour la parcelle E781, un document précisant les mesures en faveur de la biodiversité est transmis à l'Inspection **avant fin 2026**.

- MA2 : création d'hibernaculi à reptiles au niveau de la haie plantée :
 - Cet aménagement consiste en un tas de terre végétale et de matière organique mélangés, déposé sur un lit épais de blocs de pierre de tailles variables (de 5kg à 30kg). Ce tas est recouvert d'une géomembrane qui permet la conservation de l'humidité à l'intérieur du site de ponte. Cette géomembrane peut être recouverte d'une couche de terre engazonnée. Ce tas est enfin entouré d'un muret de pierres. Les dimensions sont d'environ 1 m de large, 1,3 m de haut et 2 à 3 m de long.
 - L'hibernaculum ne demande pas d'entretien particulier. Il faut veiller à ce que la végétation n'obstrue pas l'entrée.
 - Deux implantations d'hibernaculum sont prévues, positionnés ponctuellement au sein de la haie et impliquant un retrait limité de plants.

Des modalités de suivi de ces deux mesures d'accompagnement sont prévues.

Article 13 - Épandage

Après arrêt de la méthanisation, les boues flottées (4600 kg MS/j) sont épaissies sur des presses puis envoyées en méthanisation externe.
Les boues biologiques (800 kg MS/j) sont épandues.
Le plan d'épandage reste identique.

Article 14 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Sablé-sur-Sarthe et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Sablé-sur-Sarthe pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 15 - Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, dans les délais suivants, conformément à l'article R181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux ou un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L.181-17, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.


Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R181-51 du code de l'environnement).

Article 16 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le sous-préfet de l'arrondissement de La Flèche, le maire de Sablé-sur-Sarthe, la directrice départementale de la Protection des Populations de la Sarthe et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet de la Sarthe,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Christine TORRES

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation de la filière de traitement « file eau »

Annexe 2 : Plan de localisation des ouvrages

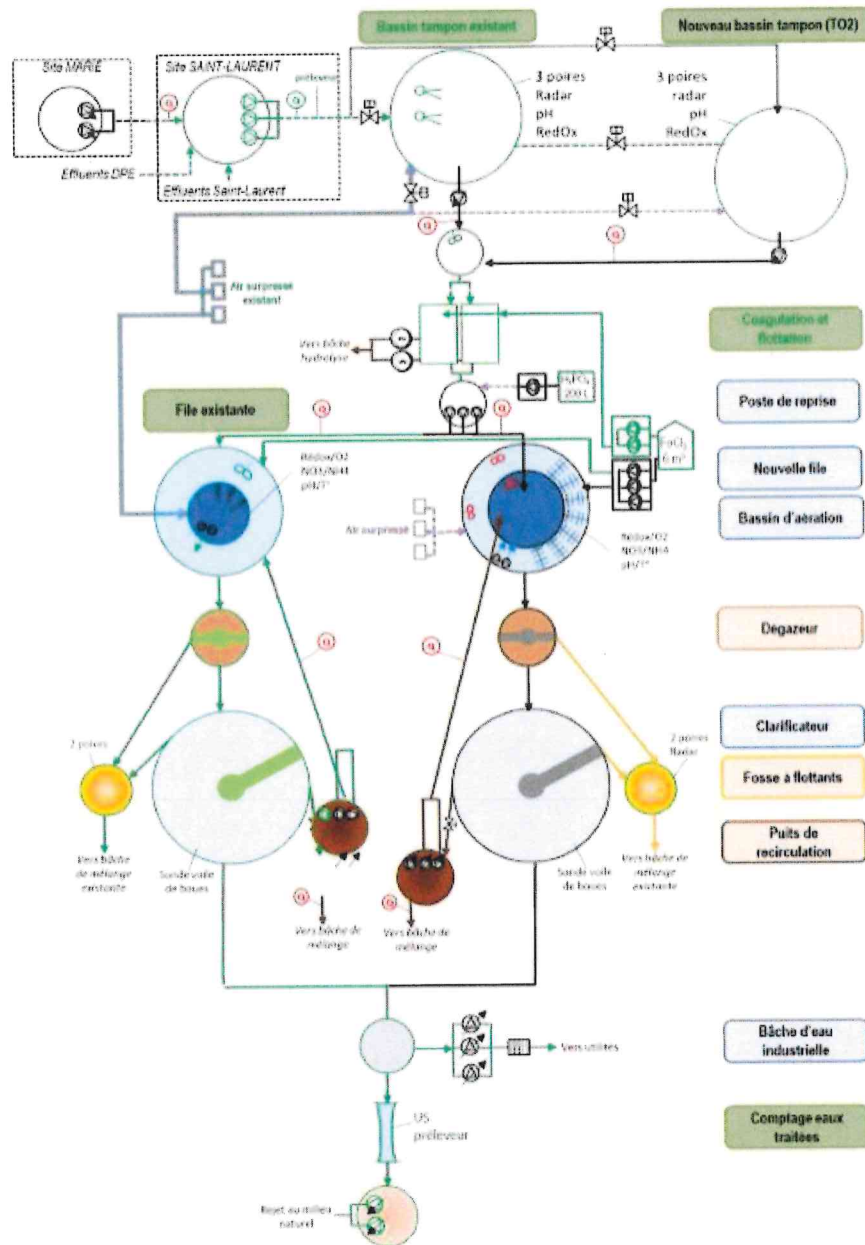
Annexe 3 : Plan de gestion des eaux pluviales

Annexe 4 : Plan des parcelles du projet avec les mesures de protection et de valorisation de la biodiversité.

Annexe 1

Présentation de la filière de traitement « file eau » :

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le 15 AVR. 2026
Le Préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

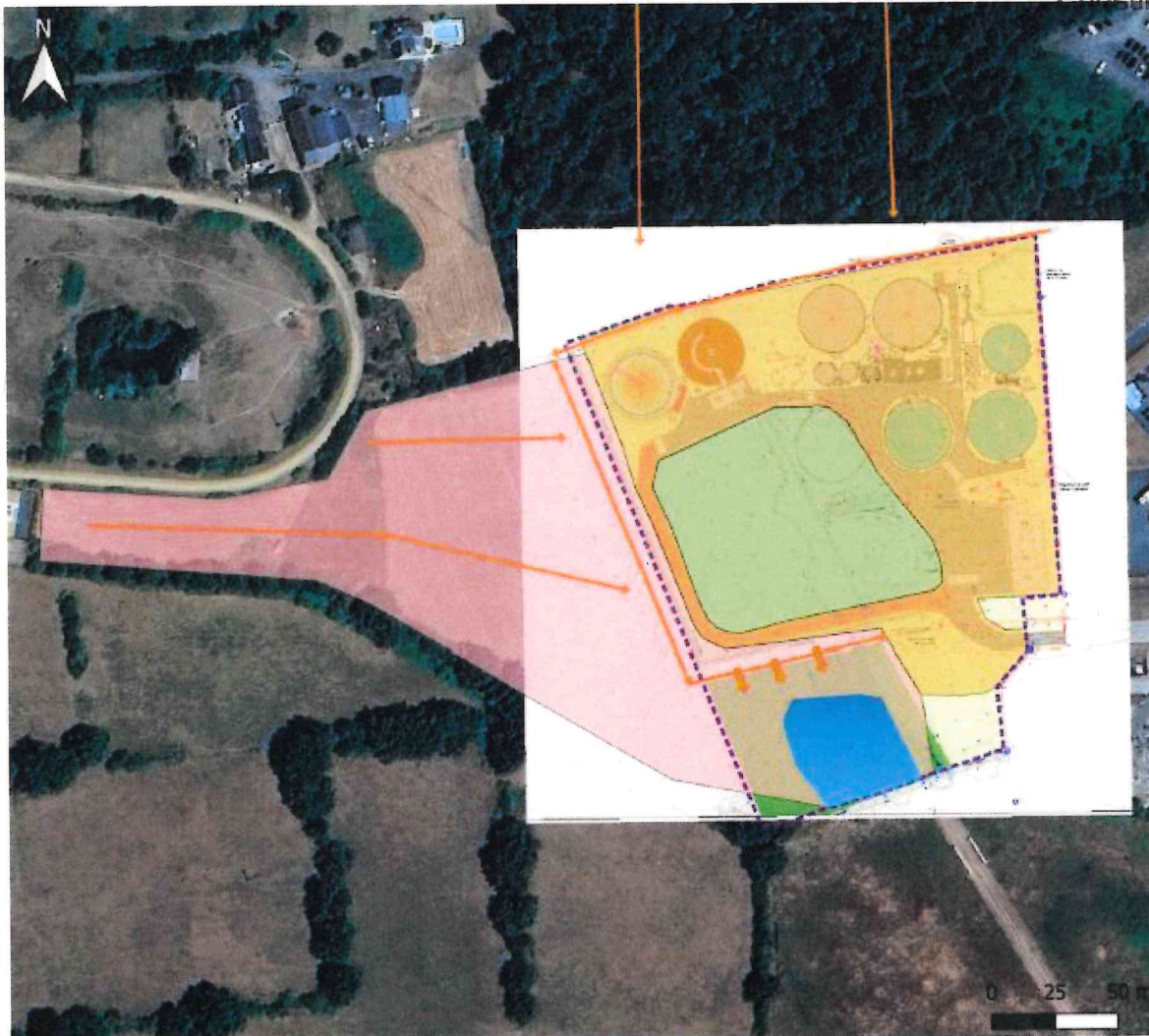
Annexe 3

Plan de gestion des eaux pluviales

Christine TORRES



SOCOTEC



Légende

- Emprise du site LDC SABLE
- Bassin versant du site
- Zone de méthanisation sous rétention
- Bassin versant de la zone humide
- Sens d'écoulement
- Surverse du fossé vers la zone humide
- Zone humide

(Source : Google Satellite)

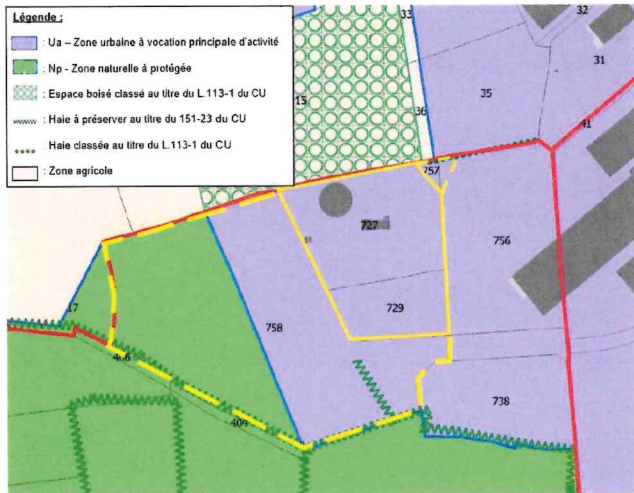
Vu pour être annexé
à notre arrêté en date de ce jour
Le Mans, le 15 AVR. 2026
Le Préfet

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES

Annexe 4

Plans des parcelles du projet avec les mesures de protection et de valorisation de la biodiversité :



Légende

- Plantation de haies
- Linéaire de haie défrichée
- Surface à vocation de valorisation pour la promotion de la biodiversité
- Surface protégée (zone humide) + haie protégée au PLU

